

Octobre 2021

## Contexte

La FAO et l'UNITAR ont organisé une formation en ligne sur « **(Le) Commerce et (la) Sécurité Alimentaire** » du 12 octobre au 8 novembre 2020 (4 semaines).

Les objectifs étaient les suivants :

- Evaluer les défis et les opportunités en matière de sécurité alimentaire, en raison de l'impact d'une plus grande ouverture commerciale.
- Décrire les différents types de mesures de politique commerciale, leur rôle dans la promotion de la sécurité alimentaire, et leur prise en considération pour la conception et la mise en œuvre de la politique de commerce.
- Débattre deux principaux cadres juridiques et les politiques globales régissant le commerce et la sécurité alimentaire, y compris l'Accord sur l'Agriculture de l'OMC et l'Agenda 2030.

Les participants, tous originaires d'Afrique sub-saharienne, étaient pour la plupart des représentants de gouvernements et d'autres autorités impliquées dans la formulation de politique agricole, de programme et mesures. Parmi les 772 inscriptions reçues, issues de 17 pays, environ 70 participants (dont 17 femmes) ont été acceptés. 62 participants ont complété le cours (dont 16 femmes).

Les résultats de l'auto-évaluation montrent que 100 pour cent des participants ont trouvé le cours **utile**. Quarante-vingt-huit pour cent des participants ont indiqué que le cours était **pertinent** pour leur travail, 100 pour cent **compent utiliser** les connaissances/compétences acquises lors du cours, et 46 pour cent ont indiqué que **l'information présentée était nouvelle** pour eux.

Cet article est basé sur les résultats d'un **sondage** ainsi que sur des **entretiens avec quatre participants** (deux hommes et deux femmes).<sup>1</sup>



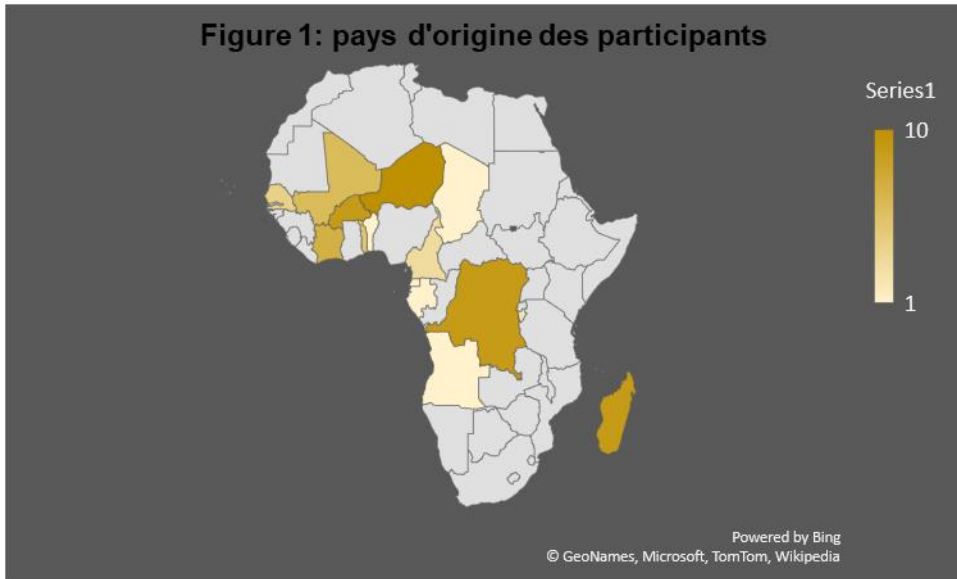
**Participants**  
24% femmes  
76% hommes



**Certification**  
89% des participants ont reçu un certificat de réussite  
**16 femmes sur 17 ont reçu un certificat**

<sup>1</sup> D'autres articles sur les formations FAO-UNITAR se trouvent ici: <https://unitar.org/results-evidence-learning/stories>

Figure 1: pays d'origine des participants



## Application des connaissances et compétences de la formation

Suite à la publication d'un **sondage**, nous avons reçu 38 réponses (taux de réponse de 53 pour cent) afin de mieux comprendre les changements dans la vie professionnelle des participants.

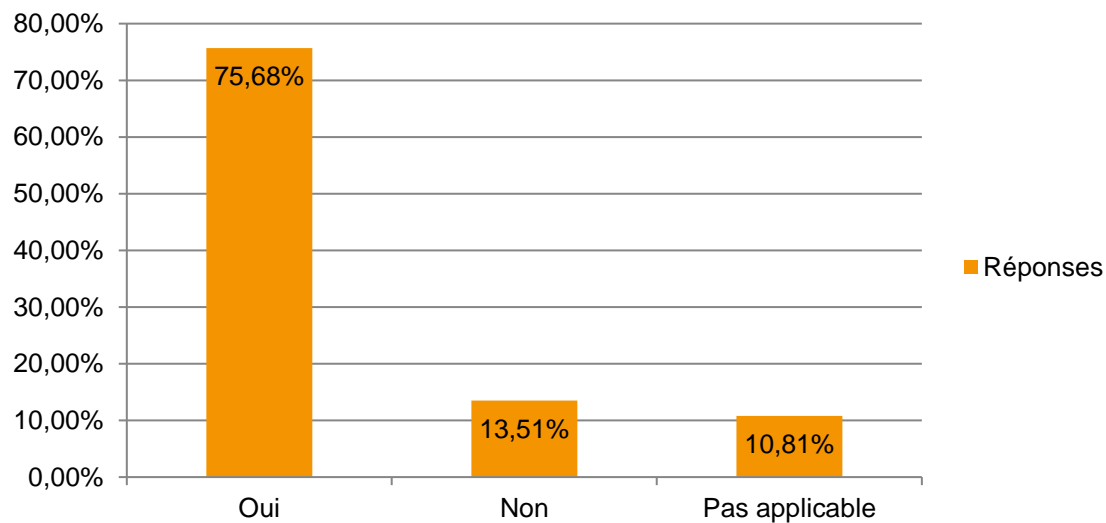
La plupart (74 pour cent) des participants travaille dans le domaine du commerce au niveau national et 89 pour cent sont impliqués dans le développement de lois ou accords liés à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et au commerce.

Ainsi **76 pour cent des participants au sondage confirment avoir appliqué les connaissances/compétences** acquises lors de la formation contre 13 pour cent qui ne l'ont pas fait et 11 pour cent n'étaient pas en emploi. La plupart (82 et 78 pour cent respectivement) des participants ont appliqué des connaissances/compétences des objectifs d'apprentissage 1 et 2 (« Evaluer les défis et les opportunités en matière de sécurité alimentaire, en raison de l'impact d'une plus grande ouverture commerciale » et « Décrire les différents types de mesures de politique commerciale, leur rôle dans la promotion de la sécurité alimentaire, et leur prise en considération pour la conception et la mise en œuvre de la politique de commerce »).

En moyenne, **59 pour cent attribuent** l'utilisation des connaissances/compétences au travail directement à la formation. De plus, **68 pour cent** indiquent avoir appliqué les connaissances/compétences de manière **très régulière ou régulière**.

Des exemples d'utilisation des connaissances/compétences comprennent l'utilisation lors des ateliers de l'OMC, lors de la rédaction de loi, dans des groupes de travail/comités, pour obtenir un nouveau poste, pour donner des formations aux collègues, pour sensibiliser des bénéficiaires, aider dans la prise de décision concernant les exportations et la mise en œuvre d'un plan d'action de la nutrition, entre autres.

Figure 2: Application des connaissances/compétences



De plus, **90 pour cent** des participants au sondage trouvent que l'utilisation des connaissances/compétences est **extrêmement ou très important** et **89 pour cent** se sentent **extrêmement ou très confiants**.

Néanmoins, il y a des facteurs qui aident, ou qui rendent plus difficiles, l'utilisation des connaissances/compétences. Les **quatre facteurs** les plus souvent cités ayant **aidé** les participants sont: l'opportunité, l'importance pour le succès professionnel, la confiance en soi et les connaissances suffisantes. En revanche, les **quatre facteurs** qui ont rendu l'utilisation **plus difficile** comprennent l'indisponibilité de fonds, le manque d'autonomie au travail, un contexte peu favorable et un manque de temps.

Les participants ont également partagé des changements dus à la participation au cours comme notamment le fait de pouvoir intégrer une nouvelle équipe ou de devenir consultant(e), d'écrire un manuel d'information sur les droits et devoirs du consommateur, la prise en compte des commerces des femmes pour les aliments de base et le changement dans la façon de voir certains aspects dans le domaine du commerce et la sécurité alimentaire.

Finalement, un peu moins que la moitié (43 pour cent) est toujours en contact avec d'autres participants ou mentors.



## Andriatiana Tsikinaina

Chargé d'études juridiques, ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche.

### Changement de poste et contribution au développement d'une loi

**Antananarivo, Madagascar.** Tsikinaina poursuit actuellement doctorant en droit public spécialisé en Finances Publiques et travaille en parallèle comme chargé d'études juridiques au ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche à Madagascar. Il a reçu un email de la FAO l'informant de la formation et trouvait le sujet du commerce et son interdisciplinarité intéressant.

Tsikinaina se sent totalement confiant d'appliquer les connaissances de la formation car il a pu le faire tout de suite après la formation lors d'une réunion sur le commerce et la sécurité alimentaire durant laquelle il a pu se prononcer sur les sujets. Tsikinaina a pu partager ses connaissances sur les piliers de la sécurité alimentaire dans la conception de l'**avant-projet de loi relatif à la bioénergie** initié par le ministère en charge de l'énergie. Ainsi, il a pu donner une réflexion sur l'impact de la bioénergie sur la sécurité alimentaire et comment pallier à son incidence pour des résultats « win-win ». Cependant, cet avant-projet de loi est encore au stade d'étude et de consultation.

De plus, Tsikinaina a pu **intégrer une nouvelle équipe** grâce à ses connaissances juridiques ainsi qu'aux diverses formations multidisciplinaires qu'il a pu compléter, y compris celle de la FAO et de l'UNITAR. Depuis janvier 2021 il est donc chargé d'études juridiques au ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche.

Pourtant, Tsikinaina ne s'attendait pas à pouvoir aussi utiliser les connaissances de la formation dans le cadre d'une réunion organisée dans le cadre d'un projet financé par l'Union européenne.

En ce qui concerne les facteurs ayant rendu l'application des connaissances acquises plus difficiles, Tsikinaina aurait aimé plus de suivi de la part de son ancien superviseur et que le gouvernement reconnaisse des certificats de réussite de formation professionnelle comme celle-ci. Néanmoins, son superviseur est aussi celui qui l'encourage à suivre des formations afin d'améliorer ses connaissances.

Tous les changements décrits ci-dessus sont également dus à d'autres facteurs, comme sa passion pour la lecture, sa remise en question régulière et sa prise de connaissance de nouveaux sujets.

Pour conclure, Tsikinaina recommande d'ajouter des supports vidéo à la formation afin de la moderniser.



## Kayowa Miphy

Agent détaché pour le FIDA comme conseillère sur le genre, la nutrition et l'inclusion sociale

**Changement de poste à la suite de la formation et engagement pour les femmes**

**Kinshasa, République Démocratique du Congo.** Kayowa est ingénieure agroéconomiste de formation. Fonctionnaire au sein du ministère de l'Agriculture depuis 2009, elle travaille maintenant comme agent détaché pour le FIDA en qualité de conseillère sur le genre, la nutrition et l'inclusion sociale. Elle était particulièrement intéressée par la formation car elle voulait d'abord s'assurer d'une valeur ajoutée dans son capital humain et ensuite prendre langue sur la situation nutritionnelle de la population dans d'autres pays par des échanges constructifs avec d'autres participants au programme dans le domaine nutritionnel.

Suite à la formation reçue, Kayowa a changé d'emploi. **Grâce aux connaissances acquises lors de la formation, elle a obtenu un nouveau poste** dans le projet PADRir ([Inclusive and Resilient Rural Development Programme](#)) un projet financé par le FIDA comme responsable du genre, nutrition et inclusion sociale sur un fond du commerce extérieur et intérieur. En effet, pour sa candidature elle a également envoyé son certificat de réussite comme élément de son dossier. Sa défense, lors de l'entretien, s'articulait autour des politiques des commercialisations et mesures à prendre pour promouvoir le commerce chez les femmes, jeunes et autochtones avec un accent sur la nutrition des enfants de 0-5 ans.

Ce dernier aspect, qu'elle connaît bien grâce à la formation sur l'inclusion sociale, l'a amené à argumenter en faveur de la **prise en compte des commerces des femmes pour les aliments de base**. Selon Kayowa, au Congo les femmes ont plus de problèmes à écouler leurs produits et la formation lui a donné quelques éléments supplémentaires pour mieux prendre en charge les femmes et pour les amener à devenir autonomes et entreprenantes. Selon elle, l'unique difficulté rapportée est la communication au niveau national. Pour cela, Kayowa a rencontré les femmes au Congo central pour les informer des règles de vente à la frontière avec l'Angola pour vendre le soja de l'autre côté. Avant, elle ne possédait pas de connaissances sur les aspects techniques et les arguments, alors que maintenant elle se sent confiante de donner une formation aux femmes sur l'inclusion sociale.

Kayowa, dans ses recommandations pratiques, a également conseillé aux femmes **d'incorporer quelques nutriments comme le soja dans l'alimentation pour réduire les risques de malnutrition**. Pour faire cela, elle a demandé d'insérer la transformation de quelques nutriments, notamment le soja, dans les centres de santé. Elle a pris contact avec les centres pour éviter la malnutrition. Avant la formation, elle n'avait pas de connaissance dans ce domaine du commerce.

Kayowa se sent très à l'aise pour appliquer les connaissances/compétences dans son nouveau travail bien que les attributions y relatives n'étaient pas prévues avant le début de la formation.

Malgré tout, elle aurait souhaité que la formation puisse inclure quelques échanges vidéo, ou audio, avec d'autres participants et que l'emploi du temps soit plus compatible avec un travail à plein temps. Pour conclure, elle recommande que la formation ait mis un accent sur la différence

entre les difficultés rencontrées d'une part par les hommes et de l'autre par les femmes dans l'accomplissement des activités relatives au commerce. Cela aurait fait justice entre le genre.



## Kamissoko Simbo

Directeur régional du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence de la région du centre (région de Mopti, 5ème région du Mali)

**Très engagé pour les droits du consommateur et la sécurité alimentaire**

**Mopti, Mali.** Kamissoko, Inspecteur des Services Economiques, originaire de la région de Kayes, frontalière avec le Sénégal, travaille depuis longtemps pour le gouvernement malien dans les domaines liés au Commerce et à la Consommation et à la Concurrence. Il a occupé les fonctions de Chef d'équipe d'enquêtes économiques et de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, chef de section des accords commerciaux avant de travailler dans une des régions du pays. Il participe régulièrement à des formations professionnelles en ligne de l'OMC dans le domaine du commerce afin de progresser sur le plan professionnel. Le cours organisé par la FAO et l'UNITAR l'a particulièrement motivé car il répondait parfaitement à ses attentes en ce qui concerne la sécurité alimentaire. Selon lui, la formation lui a permis **d'établir le lien entre le commerce et l'agriculture et à évaluer l'impact de la politique agricole et commerciale sur la sécurité alimentaire.**

Dans le cadre de la sécurité alimentaire, plusieurs tonnes de céréales ont été mises à disposition de la population de la région du Mopti gratuitement en 2021 par le Gouvernement du Mali. Le comité régional de sécurité alimentaire mis en place suit la gestion de cette opération. Dans le cadre de **l'atelier du comité régional de sécurité alimentaire** dans la région de Mopti sur la distribution gratuite des vivres dans le cadre du plan national de réponses à l'insécurité alimentaire, grâce aux connaissances acquises dans le domaine de la sécurité alimentaire Kamissoko a su expliquer aux participants l'importance de l'opération quant à la disponibilité et l'accessibilité de ces vivres et surtout l'aspect nutrition de l'opération qui s'effectue à travers les cash transferts qui sont pour l'instant intelligemment utilisés pour des raisons d'insécurité dans la région. A cet effet, le planning de réponses porte sur l'assistance alimentaire, le cash transfert, l'appui alimentaire au bétail, aux cantines scolaires, la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes et la reconstitution des stocks de sécurité.

Kamissoko a également partagé ses connaissances lors des **sessions du comité d'orientation du projet agricole de Sabé** notamment par rapport aux mesures à prendre pour mieux encadrer la commercialisation du riz produit pour limiter les exportations afin d'approvisionner le marché intérieur. Le Projet de Développement de la Ferme Rizicole de Sabé a pour mission de proposer et d'exécuter les programmes et projets concourant à la promotion de la filière riz dans la plaine de Sabé en 5ème région du Mali.

A titre personnel, Kamissoko a décidé **d'écrire un manuel sur les droits et devoirs des consommateurs.** Ce manuel étant maintenant terminé, il est actuellement à la recherche d'éditeur. Il espère que ce manuel peut aider à informer les consommateurs sur les dispositions de la loi sur le consommateur qui, à son regret, ne fait pas tellement référence à l'aspect de la nutrition. Selon lui, il faudra intégrer cet aspect dans toutes les missions au niveau du commerce.



Il a partagé les manuels de formation avec certains de ses collègues et amis Kamissoko serait également motivé de partager la formation avec ses collègues, ou de discuter du contenu de la formation avec sa hiérarchie. Deux autres facteurs qui l'ont aidé à appliquer ses connaissances étaient les mentors de la formation et son intérêt pour ce sujet.

Pendant la formation Kamissoko a été en contact avec d'autres collègues du commerce intérieur et informatique du Mali qui ont également participé à la même formation. Dans l'ensemble, participer aux forums lui a pris le plus de temps compte tenu de son intérêt pour le thème et de sa pertinence par rapport à ses missions.

En conclusion, Kamissoko, se sent totalement confiant dans l'application des connaissances car il a pu intégrer les nouvelles connaissances entièrement. Pour la suite, Kamissoko aimerait évoluer dans le domaine du commerce et de la sécurité alimentaire étant passionné par le sujet.



## Ndudi Solange

Vétérinaire au ministère de Pêche et Élevage, et poursuit un Master

**Une recherche sur la filière viande de chèvre, un plaidoyer en faveur des producteurs pour augmenter leur rendement selon les quatre dimensions de la sécurité alimentaire**

**Kinshasa, République Démocratique du Congo.** Ndudi, originaire du Congo central, est Médecin Vétérinaire de formation. Elle travaille au ministère de Pêche et Élevage, affectée à la Direction de production et développement de l'élevage. Elle poursuit actuellement un Master en socio-économie de la santé animale dans la gestion des maladies intégrées. Dans le cadre de ce dernier, elle étudie l'impact de la COVID-19 sur la filière viande de chèvre dans l'une des villes de la RDC, dans le but de savoir si les mesures de lutte contre la Pandémie auraient des conséquences sur le revenu des acteurs de la filière et sur la dynamique des marchés.

Avant de s'inscrire au cours Ndudi ne connaissait pas l'UNITAR et a été informée de cette formation par son superviseur. Le sujet de la sécurité alimentaire l'a fortement motivée à suivre le programme; étant intéressée par une production de viande de qualité. Pour elle, la situation au Congo est particulièrement difficile car le pays dépend en grande partie des importations en approvisionnement en viande. De plus, les produits d'origines animales importés coûtent beaucoup moins chers que la viande produite sur place, et sans politique de crédits, les éleveurs rencontrent d'énormes difficultés de financement. Les avantages pour le gouvernement de produire plus de viande dans le pays, d'après Ndudi, serait l'introduction des labels de qualité et de pouvoir contrôler et suivre toute la chaîne de production. Après la formation, **Ndudi se sentait très confiante pour faire un plaidoyer à ce sujet.** Cette formation lui a permis d'ouvrir d'autres horizons pour plaider auprès des décideurs. Les compétences acquises sont mises à profit et adaptées pour le commerce des produits d'élevage. **Une restitution de la formation Commerce et sécurité alimentaire est prévue incessamment** comme le lui a demandé son superviseur.

L'application de ses nouvelles connaissances ou compétences acquises lui ont permis d'avoir un autre regard en la matière car elle a appris non seulement sur les mesures de politique commerciale (mesure aux frontières et internes) dans son propre pays qu'elle n'aurait pu imaginer; mais aussi sur les impacts du commerce sur les quatre dimensions de la sécurité alimentaire et de la nutrition à court, à moyen et à long terme.



## Conclusion

Les participants ont partagé de nombreux moments pendant lesquels ils ont pu utiliser les connaissances/compétences durant le sondage et les entretiens. Concernant les (avant-)projets de loi et le plaidoyer, les influences sur le plan politique sont encore en attente. D'autres changements comme la disponibilité d'un manuel sur les droits et devoirs des consommateurs et les changements de poste sont déjà bien réels. Des changements de perspective, ou la prise de connaissance de l'importance de l'implication des groupes vulnérables comme les femmes dans le commerce, ont également été mentionnés comme changements importants suite à la formation.

Les organisateurs de la formation ont bien ciblé le public car 90 pour cent des participants au sondage trouvent que l'utilisation des connaissances/compétences est extrêmement ou très importante et 89 pour cent se sentent extrêmement ou très confiants. Cela promettra encore d'autres résultats sur le long-terme.

Tous les participants ont souligné la bonne qualité de la formation. Toutefois, ils auront aimé plus de contenus vidéo et d'interactivité entre les participants, une plus forte différenciation entre les difficultés rencontrées par les hommes par rapport aux femmes, et finalement, un emploi du temps plus flexible.